



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



# BRÈVES ÉCONOMIQUES DES PAYS NORDIQUES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE STOCKHOLM

N° 55 – 3 juillet 2023

## Pays nordiques

**Le Danemark considéré comme l'économie la plus compétitive au monde, les autres Nordiques se maintiennent dans le top 20.**

Selon le classement 2022 de l'*International Institute for Management (IMD)*, le Danemark garde la première place du classement - pour la deuxième année consécutive - suivi par l'Irlande et la Suisse.

Les autres pays nordiques perdent plusieurs places cette année mais demeurent parmi les 20 économies les plus compétitives au monde. La Suède est rétrogradée à la 8<sup>e</sup> place (4<sup>e</sup> en 2021), la Finlande est 11<sup>e</sup> (8<sup>e</sup> en 2021), la Norvège 14<sup>e</sup> (9<sup>e</sup> en 2021) et l'Islande garde sa 16<sup>e</sup> place.

À titre de comparaison, la France occupe la 33<sup>e</sup> position et les États-Unis la 9<sup>e</sup> place. Le score de chaque pays est calculé *via* plusieurs indicateurs répartis en 4 groupes : la performance économique, l'efficacité et la performance du gouvernement et des entreprises ainsi que la qualité des infrastructures. Selon la *Confederation of Danish Industry*, interrogée par l'IMD, des investissements dans les TIC, les compétences digitales mais surtout dans la R&D sont nécessaires pour stimuler la productivité. Une diminution du taux d'imposition sur les sociétés et une meilleure collaboration public-privé sont également mentionnées. Concernant la Finlande, l'Institut de recherche sur l'économie finlandaise (ETLA) souligne que le déficit budgétaire ainsi que le ratio dette / PIB devraient être réduits. Une réforme des bénéfices sociaux pour supprimer les effets dissuasifs à travailler et plus d'investissements dans la R&D sont d'autres challenges à relever par le

gouvernement finlandais. Enfin, en Islande, le focus est mis sur la lutte contre l'inflation et les pressions salariales, phénomènes exacerbés par l'instabilité du taux de change de la couronne islandaise (ISK).

## Danemark

**Net ralentissement de l'inflation en mai, qui s'établit à 2,9% en glissement annuel, contre 5,6% en avril.** Ce recul s'explique principalement par la chute des prix de l'électricité (-43,7% en g.a en mai). L'inflation est toujours tirée par la hausse des prix de l'alimentation, qui se stabilise à un niveau préoccupant (10,6% en g.a). La situation devrait toutefois s'améliorer dans les prochains mois au regard du net fléchissement des cours mondiaux des produits alimentaires (-22,2% en glissement mensuel d'après l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture).

**Le Parlement danois revoit très nettement à la hausse l'enveloppe destinée au fonds de soutien à l'Ukraine, institué en mars dernier.** Aux termes d'un accord réunissant la quasi-totalité des formations parlementaires, il a été décidé d'injecter 21,9 Mds DKK (2,9 Mds€) supplémentaires dans le fonds de soutien à l'Ukraine pour les cinq prochaines années. Selon le ministre de la Défense par intérim, Troels Lund Poulsen, cet accord poursuit un double objectif. Il s'agit à la fois de : « consolider l'appui militaire, civil et commercial à l'égard de [leur] voisin européen », ainsi que de porter le budget de défense à hauteur de 2% du PIB. Le fonds de soutien à l'Ukraine s'élève désormais à 32,6 Mds DKK (4,4 Mds€). Sur le plan opérationnel, le gouvernement s'est également engagé à intensifier les livraisons de chars et de grenades tout comme les efforts de formation à destination des soldats ukrainiens. Il reste toutefois à arbitrer la question de l'instruction des pilotes de chasse ukrainiens ou encore du don d'avions de combat F16.

**La commission chargée d'analyser les rémunérations dans le secteur public (Lønstrukturkomitéen) a publié ses conclusions.** Instituée par le gouvernement en octobre 2021 en réaction aux importantes grèves dans le secteur de la santé, et en particulier des infirmières, cette commission avait pour mission

principale d'examiner la structure des rémunérations des fonctionnaires et leurs évolutions, ainsi que de soumettre des recommandations en vue d'une possible refonte du modèle. Le rapport met notamment en lumière des disparités importantes, à niveau de diplôme équivalent, entre certaines professions. Parmi les agents publics les mieux rémunérés (hors cadres de la fonction publique) figurent notamment les médecins, les enseignants-chercheurs, les prêtres et les professeurs du secondaire, avec une rémunération horaire standardisée comprise entre 300 et 400 DKK (entre 40 et 53€). On retrouve, en bas du classement, les auxiliaires de puériculture, les agents de maintenance et d'entretien ou encore les auxiliaires de soins, dont la rémunération horaire standardisée s'élève à environ 200 DKK (26€). S'agissant de la rémunération des infirmiers, le rapport montre qu'elle frôle la moyenne observée dans l'ensemble de la fonction publique (257 DKK, soit 35€). En outre, les écarts de rémunérations entre le secteur public et le secteur privé sont faibles, et le salaire moyen dans le secteur public (257 DKK par heure, soit 35€) reste sensiblement inférieur au salaire moyen du privé (279 DKK, soit 37€). À la suite de la publication du rapport, un certain nombre d'organisations syndicales, dont certaines étaient membres de la commission, ont appelé à une hausse substantielle du traitement des fonctionnaires. La commission s'est notamment prononcée en faveur de la construction d'indicateurs pertinents pour fixer un juste niveau de rémunération, de davantage de transversalité et d'échanges entre les fonctions publiques et du recours accru à la négociation individuelle.

**Le Parlement danois a entériné, le 14 juin, un nouvel accord sur les médias.**

Appuyé par quatre partis d'opposition, le texte prévoit l'institution d'une taxe sur les services de streaming (*Streamingskat*) à hauteur de 2% du chiffre d'affaires pour les diffuseurs tels que Netflix, HBO ou TV2 Play. Ce taux pourra être majoré et atteindre 5% dans le cas où les plateformes viendraient à consacrer moins de 5% de leur chiffre d'affaires à la production de contenus danois. Pour le ministre de la Culture,

Jakob Engel-Schmidt, cette disposition vise à « assurer la pérennité de la production de séries et de films danois » dans un environnement devenu très concurrentiel. D'après les projections du gouvernement, cette taxe devrait rapporter 100 M DKK (134 M€) d'ici 2025, dont 80% seront réinjectés dans la production cinématographique et 20% dans l'audiovisuel public. Ces annonces ont été saluées par l'Association des producteurs danois (*Producentforeningen*) et le producteur et distributeur Nordisk Film, estimant que le précédent accord n'encourageait pas l'investissement dans la production danoise avec une contribution plus élevée et fixe pour chaque acteur (6%). À l'inverse, ce texte suscite une certaine incompréhension chez TV2, qui consacre déjà 75% de son temps d'antenne à des programmes danois.

### Les énergies renouvelables ont représenté près de la moitié de la consommation danoise d'énergie en 2022.

Les énergies renouvelables ont pesé pour 45,6% dans la consommation totale d'énergie, hors transport international, soit le double du niveau observé en 2010. En particulier, la biomasse solide a représenté 25,2% de la consommation totale d'énergie. C'est 4,5% pour le biogaz, qui continue de se développer avec un doublement de la consommation depuis 2018. Au total, la consommation d'énergie a diminué de 1,7% (12 Pétajoules) en 2022, par rapport à 2019, notamment du fait d'une baisse de la consommation de gaz naturel (-41 PJ) et de produits pétroliers (-18 PJ), ainsi que d'une réduction des importations d'électricité (-16 PJ).

### Une équipe de chercheurs danois à la tête d'une innovation qui pourrait stocker et transformer jusqu'à 2,6 gigatonnes de CO<sub>2</sub>, soit l'équivalent de 60 ans d'émissions danoises de CO<sub>2</sub>.

Cette solution consiste à injecter du CO<sub>2</sub> dans le sous-sol danois, près de la ville de Skive, où la composition unique de la terre permettrait de transformer le CO<sub>2</sub> en calcaire grâce à un procédé naturel. Si la technique ressemble à celle utilisée en Islande depuis plusieurs années, le sous-sol nettement plus poreux du Danemark rendrait le processus plus

durable et plus simple d'un point de vue technologique. En effet, les couches de cendres présentes dans la région de Skive permettraient d'injecter le CO<sub>2</sub> directement dans le sous-sol, sans avoir à ajouter de grandes quantités d'eau comme c'est le cas en Islande. Le premier essai à grande échelle de cette technologie est prévu pour 2024.



## Finlande

**Le nouveau gouvernement prévoit de rééquilibrer les finances publiques à hauteur de 6 Mds €.** 4,2 Mds € seraient des économies directes complétées par des mesures structurelles à hauteur de 1,8 Md €. Le gouvernement compte y parvenir principalement par l'amélioration du taux d'emploi (cible de 100000 emplois supplémentaires) *via* les restrictions sur les indemnités chômage et autres allocations, mesures elles-mêmes porteuses d'économies. La TVA passera de 10% à 14 % pour les médicaments, les prestations de sport, du cinéma, des événements culturels et du divertissement, ainsi que les services d'hôtellerie. Le gouvernement prévoit des investissements de 4 Mds € dans le soutien de la croissance - financés principalement par la vente de la propriété de l'Etat, et en démantelant des capitalisations de groupes de l'Etat qui ne sont pas cotés en Bourse.

**La Banque de Finlande met en garde contre une croissance économique lente après la récession.** Selon les nouvelles prévisions de la Banque de Finlande, l'économie finlandaise se contracterait de 0,4% cette année, mais augmenterait de 0,9% l'année prochaine et de 1,5% en 2025. La Banque de Finlande prévoit que l'inflation sera de 4,5 % cette année et de 1,3 % l'année prochaine.

**Un centre de recherche sur la mobilité électrique.** Le fabricant de bornes de recharge VE Kempower et LUT University ouvrent un centre de recherche sur la mobilité électrique à Lahti. Le *Kempower Electric Mobility Research Center* ouvrira ses portes en 2023. L'objectif est de renforcer la recherche multidisciplinaire liée au transport électrique et de développer l'éducation pour répondre aux besoins futurs du secteur.

**Mauvaise conjoncture dans le secteur de BTP.** Près de 300 entreprises de construction, toutes tailles confondues, ont déjà fait faillite en 2023. C'est environ un tiers de plus qu'il y a un an. Cette année, près de 1 200 entreprises finlandaises au total ont déposé le bilan, selon les statistiques d'*Asiakastieto*. À la même époque l'an dernier, il y avait 940 faillites. Après l'industrie de la construction, le secteur de la restauration et de l'hébergement est le plus touché. Le BTP souffre actuellement de trois défis majeurs : la forte hausse des coûts des matières premières, la hausse du prix du financement et la baisse de la demande.

## Islande

**L'OCDE estime que la situation économique en Islande est bonne et que les conséquences de la pandémie de Covid-19 ont été surmontées.** Le rapport de l'OCDE publié le 20 juin indique que l'économie islandaise se porte bien et souligne l'immigration croissante dans le pays. Le rapport recommande d'accompagner l'immigration notamment en soutenant l'apprentissage de la langue islandaise et en améliorant l'offre de logement. Par ailleurs, l'organisation est d'avis que la politique monétaire de la Banque centrale pourrait être renforcée avec un assainissement budgétaire plus rapide afin de juguler l'inflation persistante. L'OCDE souligne que la politique financière islandaise a suivi les recommandations présentées lors de la publication de son dernier rapport en 2021.

**L'inflation sur douze mois s'est établie à 8,9 % au mois de juin,** une baisse notable par rapport au mois de mai (9,5%) et son plus bas niveau depuis juin 2022. Hors logement, l'inflation s'est élevée à 7,9% (contre 8,4% au mois de mai). Les prix de l'alimentation et des hôtels, cafés et restaurants ont le plus augmenté sur un an (respectivement +12,1% et +11,7%).

**La Banque d'Islande (*Islandsbanki*) a accepté la demande de l'Autorité de surveillance financière de payer une amende de 1,16 Md ISK (7,8 M€),** en règlement de violations des règles lors de la vente de 22,5% des parts de l'État en mars 2022. L'autorité de surveillance financière de la Banque centrale considère que le conseil d'administration et la directrice d'*Islandsbanki* n'ont pas appliqué les contrôles internes garantissant une gestion efficace et prudente de la vente. À la suite de cette

décision, Birna Einarsdóttir, la directrice d'*Islandsbanki*, a décidé de se retirer et sera remplacée par Jón Guðni Ómarsson, directeur financier de la banque depuis 2011.

**Un nouveau quai et l'installation d'une zone de stockage de pétrole à Helgúvík seront entièrement financés par l'OTAN.** L'OTAN a décidé de financer un quai de 390 mètres de long et une installation de stockage de pétrole de 25 000 mètres cubes à Helgúvík afin de desservir les navires de guerre de l'Alliance. Le coût du projet est estimé à 5 Mds ISK (33,5 M€). Le choix d'un investissement à Helgúvík est stratégique, il permettra de profiter des infrastructures existantes et de répondre à la pénurie de carburant marin dans l'Atlantique Nord.

**Le Parlement islandais a voté une loi permettant d'augmenter l'âge maximum de départ à la retraite des professionnels de la santé à 75 ans.** L'âge maximum de départ à la retraite fixé à 70 ans en Islande a été augmenté pour le personnel des cliniques et des institutions de santé publique afin de pallier la pénurie de main d'œuvre dans ce secteur. La dérogation sera en vigueur à compter de janvier 2024 jusqu'en décembre 2028. Les employés âgés de plus de 70 ans ne pourront travailler que dans le cadre de contrats temporaires dont la durée ne pourra excéder deux ans.

## Norvège

**Jan Christian Vestre, ministre de l'Industrie et du Commerce a présenté une stratégie nationale pour l'exploitation durable des métaux et minéraux sous-marins**, indispensables pour réaliser la transition verte et numérique. La feuille de route se décline autour de cinq axes : un modèle d'activité durable, la réalisation rapide des projets d'exploitation par la création d'un guichet unique, le respect de normes environnementales, la nécessité de mobiliser des capitaux privés et de s'inscrire dans des partenariats internationaux. Les pouvoirs publics prendront aussi en charge la cartographie des fonds marins. Le texte devra désormais être soumis au Parlement norvégien (*Storting*), alors que l'extraction de minéraux des fonds marins est controversée et fait l'objet de critiques de la part des Socialistes de gauche et des Verts, de chercheurs et d'organisations de protection de l'environnement, telles que WWF.

**Les dividendes versés par les sociétés dans lesquelles l'État norvégien est actionnaire ont doublé entre 2021 et 2022**, s'établissant à 112 Mds de NOK (9,5 Mds d'euros) en 2022. Les participations de l'État représentent désormais 1400 Mds de NOK (119 Mds d'euros). Par ailleurs, 87% de ces sociétés ont réalisé un bilan de leurs émissions carbone en 2022, contre seulement 59% en 2021, une progression significative que Jan Christian Vestre, ministre de l'Industrie et du Climat, a saluée.

**La Norvège a intensifié son soutien à l'Ukraine en allouant 250 M NOK (21 M€) pour la sécurité nucléaire du pays et 300 M NOK (25 M€) pour sa reconstruction.** Concernant la sécurité nucléaire, 100 millions de NOK (8 millions d'euros) seront alloués à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et 150 millions de NOK (13 millions d'euros) à la coopération bilatérale en matière de sûreté nucléaire. En matière de reconstruction, 300 millions de NOK (25 millions

d'euros) permettront de soutenir les régimes d'assurance et de garantie contre la guerre pour le secteur privé en Ukraine. La Ministre des Affaires étrangères, Anniken Huitfeldt, a annoncé ces engagements lors de la récente conférence « Ukraine recovery conference » à Londres.

**Plusieurs entreprises de l'industrie norvégienne de la défense ont remporté des contrats d'une valeur totale de 450 M NOK (38,2 M€)**, dans le cadre du Fonds européen de défense (FED) pour 2022. Selon le gouvernement, ce soutien permettra à l'industrie norvégienne de la défense d'accéder plus facilement aux principaux fournisseurs européens et contribuera à améliorer la prochaine génération d'équipements de défense tout en les adaptant davantage aux opérations de l'OTAN.

**Le ministre de l'Environnement et du Climat norvégien, Espen Barth Eide, a présenté le 16 juin dernier un nouveau Livre blanc sur l'adaptation au réchauffement climatique.** Intitulé « Changement climatique : ensemble pour une société résistante au climat », ce document souligne que la Norvège pourrait éprouver des difficultés à atteindre ses objectifs climatiques d'ici 2030 et expose une feuille de route de 70 mesures d'adaptation. Par ailleurs, le secteur pétrolier norvégien estime, dans un rapport publié le 22 juin dernier, qu'il lui sera « difficile » de réduire de moitié ses émissions d'ici 2030, conformément aux objectifs fixés par le Parlement norvégien (*Storting*) en juin 2020. La courbe actuelle tendrait vers une diminution de -29% ; atteindre une baisse de -50% ne serait possible qu'avec de nouvelles technologies et l'accélération de l'électrification des plateformes.

**La Banque centrale norvégienne (Norges Bank) a de nouveau relevé son taux directeur le 22 juin dernier pour le porter à 3,75%.** Cela représente une hausse de +0,5 point par rapport au relèvement du 4 mai 2023 qui avait établi le taux directeur à 3,25%. Une nouvelle hausse de +0,5 point, portant le taux



directeur à 4,25%, est attendue à l'automne, afin de contenir une inflation (6,7% en mai) supérieure à la cible de 2%.

**L'excédent commercial norvégien enregistré en mai dernier est en baisse de -61,7% par rapport à mai 2022.** Cette baisse s'explique notamment par la diminution des prix du pétrole et du gaz. La Norvège a ainsi exporté pour près de 40 Mds de NOK (3,4 Mds d'euros) de pétrole brut en mai dernier, soit une diminution de -30% par rapport à mai 2022. Le montant des exportations de gaz a, pour sa part, été réduit de moitié, s'établissant à 35,1 Mds de NOK (3 Mds d'euros). En revanche, la faiblesse de la couronne norvégienne a stimulé les exportations de biens (+2,7%) et les ventes de produits de la mer (+5,8%).

**Le gouvernement a annoncé le 18 juin dernier qu'il allouerait 280 M NOK (24 M€) à 24 projets de recherche maritime et marine.** Les universités NTNU, NMBU, celles de Stavanger et de Bodø, ainsi que le centre SINTEF et l'Institut de recherche maritime figurent parmi les bénéficiaires. Le ministre de la Pêche, Bjørnar Skjæran, a d'ailleurs visité le 21 juin dernier le site de construction du nouveau centre sur les technologies maritimes et marines de l'université NTNU à Trondheim. Le nouveau centre, dont le coût est estimé à 9,3 Mds de NOK (791 millions d'euros), comprendra 20 laboratoires ainsi que le centre de recherche SINTEF Ocean. Il accueillera 300 employés et 500 étudiants.

**Telenor, grande entreprise norvégienne de télécommunications, s'est associée avec Hafslund producteur d'électricité et l'investisseur Hitecvision pour ouvrir un « data center » à Økern (Oslo).** Celui-ci constituera le premier centre de stockage de données 100% norvégien. La chaleur émise par les installations sera réinjectée par Hafslund dans les systèmes de chauffage central de la capitale norvégienne. Les premiers clients de ce centre devraient être des institutions très attachées à la

confidentialité de leurs données, comme l'armée ou les autorités régionales de santé. La construction d'autres « data centers » à Oslo est déjà à l'étude et Telenor souhaiterait développer cette activité dans d'autres pays nordiques.

**La Norvège et le Danemark ont renforcé leur coopération énergétique par la signature d'un mémorandum d'entente le 15 juin dernier.** Les ministres norvégien et danois de l'Énergie ont signé un mémorandum d'entente qui renforce la coopération bilatérale en matière de CCUS (captage, stockage, transport et valorisation du CO<sub>2</sub>), d'éolien offshore et d'hydrogène.

**Equinor, énergéticien norvégien, et son partenaire BP ont demandé des aides américaines en raison de difficultés financières sur leurs projets éoliens offshore Empire 1 et 2 et Beacon Wind à New York lancés en 2019.** Ces projets sont au cœur du portefeuille d'énergies renouvelables d'Equinor qui vise à atteindre ses objectifs climatiques de 2030. Selon l'entreprise, les principales raisons de ces difficultés sont l'inflation, les perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales et la hausse des taux d'intérêt liées à l'invasion russe en Ukraine et à l'accélération de la transition énergétique.

**Depuis le début de la guerre en Ukraine, entre 3 et 8 % des cyberattaques russes ont visé des cibles norvégiennes, d'après un rapport de Microsoft.** La Norvège se situerait ainsi au 8<sup>e</sup> rang des 74 pays les plus touchés par les attaques informatiques des agences russes de renseignement. Les piratages cibleraient surtout les ONG et le monde de la recherche en Norvège et auraient pour but de dérober des données personnelles par l'utilisation de la technique du phishing.

## Suède

La Banque centrale de Suède (*Riksbank*) relève son taux directeur de **0,25 point de pourcentage**, et augmente le rythme des ventes d'obligations d'État. Selon le gouverneur de la Banque centrale de Suède, l'inflation ralentit mais demeure encore trop élevée. L'augmentation rapide et inattendue des prix des services et l'affaiblissement historique de la couronne expliquent en partie cette situation. Afin que l'inflation revienne à l'objectif de 2 % dans un délai raisonnable, la politique monétaire doit être davantage resserrée. Le conseil d'administration a donc décidé de relever le taux directeur de 0,25 point de pourcentage pour le porter à 3,75 %. Ce taux directeur sera relevé au moins une fois de plus cette année. Le conseil d'administration a également décidé d'augmenter le taux de vente des obligations d'État de 3,5 à 5 Mds SEK (300 à 420 M€) par mois à partir de septembre.

**La Ministre des Finances, Elisabeth Svantesson, s'exprime sur la situation économique suédoise.** Lors une conférence de presse donnée ce vendredi 30 juin, la Ministre souligne que la consommation des ménages suédois a diminué pendant quatre trimestres consécutifs, et que cette situation devrait se prolonger. Elle note que « la forte inflation et la montée rapide des taux d'intérêt ont réduit la marge de manœuvre financière des ménages, et cela se ressent clairement dans la consommation et les investissements dans l'immobilier ». Le Ministère des Finances suédois prévoit ainsi une diminution du PIB de 0,4% cette année, prévision revue à la hausse grâce à la nette amélioration de la balance commerciale et de l'augmentation de la demande sur le marché du travail. Elisabeth Svantesson mentionne également que la conjoncture pèse sur les finances du gouvernement, notamment sur les collectivités locales. Enfin, plusieurs incertitudes demeurent, comme les effets à plus long terme de la montée des taux sur les entreprises de l'immobilier les ménages fortement endettés, ainsi que les potentielles sécheresses cet été, qui pourraient détruire une partie des cultures et donc faire remonter les prix des denrées alimentaires.

### Après la hausse des taux de la *Riksbank*, la SEK atteint un nouveau record à la baisse par rapport à l'euro.

Peu après l'annonce de la Banque centrale, la couronne suédoise a connu un nouvel accès de faiblesse. Par rapport à l'euro, la couronne s'est affaiblie de 8 öre (« centime ») pour atteindre 11,82 SEK immédiatement après la hausse des taux. Il s'agit d'un nouveau record à la baisse pour la monnaie suédoise. Par rapport au dollar, la couronne s'est également affaiblie d'environ 8 öre pour atteindre 10,82 SEK.

### L'Euro reviendrait-il dans le débat politique en Suède ?

Selon un baromètre du principal quotidien économique suédois (*Dagens Industri*) publié le 28 juin, les milieux d'affaires ont une vision de plus en plus sombre des perspectives de renforcement de la couronne par la *Riksbank* et une nette majorité d'entre eux estiment désormais que la Suède devrait passer à l'euro. Plusieurs chefs d'entreprise estiment que la question de l'euro doit être mise sur la table et ils sont soutenus par le parti Modéré. Par ailleurs, une étude menée par le cabinet de conseil Kantar Sifo montre que la confiance des Suédois envers leur Banque centrale a nettement diminué, conséquence de sa politique de réduction de l'inflation.

**L'augmentation des taux d'intérêt et l'inflation auraient coûté plus de 100 Mds SEK (8,5 Mds€) aux ménages suédois en 2022**, d'après une étude de l'Office national de statistiques parue le 28 juin. Sur un total de 108 Mds SEK estimé par SCB, 85% seraient causés par l'inflation et 15% par l'augmentation des taux d'intérêts.

### Nouveau paquet d'aide humanitaire de 380 M SEK (32,5 M€) pour l'Ukraine.

Cette nouvelle aide sera destinée aux produits de première nécessité tels que les denrées alimentaires, l'eau ou les produits de soin. Cette année, l'Ukraine devient le premier bénéficiaire de l'aide suédoise ; le Royaume a en effet annoncé 1,9 Md SEK (163 M€) d'aide humanitaire et 17 Md SEK



(144 M€) d'aide humanitaire à l'Ukraine depuis le début de l'invasion russe.

**La balance commerciale suédoise affiche un déficit de 0,3 Md SEK (0,005% du PIB) en mai 2023**, soit une nette amélioration par rapport au mois d'avril 2023 (-3,6 Mds SEK soit 300 M€). En glissement annuel, la valeur des exportations a progressé de 3% alors que la valeur des importations n'a pas évolué, ce qui explique la réduction du déficit commercial de 5,3 Mds SEK 450 M€ (0,089% du PIB) en mai 2022 à 0,3 Md SEK en mai 2023.

**Le marché du travail suédois en mai 2023 se porte mieux.** Le taux de chômage des 15-74 ans se stabilise à 7,2% ce mois-ci, et le taux d'emploi augmente de 69,7 à 69,9% entre avril et mai 2023. L'évolution se fait notamment ressentir au sein de la population des 15-24 ans. Par rapport à mai 2022, le taux d'emploi a augmenté de 0,9 point de pourcentage et le taux de chômage a diminué de 0,5 point de pourcentage. Le volume d'heures travaillées par semaine a quant à lui progressé de 3,2% comparé à l'année dernière.

**Augmentation du volume des ventes de détail entre avril et mai 2023 de 0,3%.** Les ventes de détail de biens de consommation (hormis l'alcool) ont augmenté de 1,8% tandis que celles de biens durables sont restées stables (données corrigées des jours ouvrables et des variations saisonnières, et calculées en prix fixes). Toutefois, en glissement annuel et avec des prix fixes, le total des ventes de détail a diminué de 6,2% (-1,6% pour les biens de consommation et -13,0% pour les biens durables).

**Les trois principales banques suédoises ajustent leur politique de taux d'intérêt.** La semaine dernière, Handelsbanken a annoncé l'introduction d'un taux d'intérêt de 0,25% sur les comptes courants de ses clients. Swedbank suit le mouvement avec un taux similaire à compter du 10 juillet, afin d'adapter son offre à la concurrence et à la situation économique actuelle. Swedbank a également décidé d'augmenter son taux d'intérêt hypothécaire à trois mois de 0,25 point de pourcentage, le portant ainsi à 5,69%. Enfin, SEB introduit de même une augmentation de ses taux hypothécaire à 1 et 2 ans, qui atteignent désormais 5,04% et 4,74% respectivement.

## Indicateurs économiques des pays nordiques

*Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent):*

	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	2021 (en moyenne annuelle)	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022	2022 (en moyenne annuelle)	T1 2023
Suède	1,3	1,4	2,1	2,2	6,1	-0,4	0,2	0,6	-0,5	2,8	0,6
Danemark	0,6	1,1	0,9	2,8	4,9	-0,5	1,3	0,3	0,5	3,8	0,2
Finlande	-0,2	1,4	1,0	1,0	3,0	0,5	0,6	-0,4	-0,6	2,1	0,2
Norvège <sup>1</sup>	-0,5	1,3	3,5	0,4	3,9	-0,7	1,3	1,5	0,2	3,3	0,2
dont PIB continental	-1,0	1,4	2,8	1,3	4,2	-0,5	1,2	0,8	0,8	3,8	0,2
Islande	-2,4	3,4	2,6	3,5	4,3	-1,5	3,2	0,2	2,2	6,4	0,3

Sources : Eurostats, statistics Sweden, ssb.no, statistics Iceland, OCDE

<sup>1</sup>Pour la Norvège, le PIB retenu est le PIB total (y compris hydrocarbures).

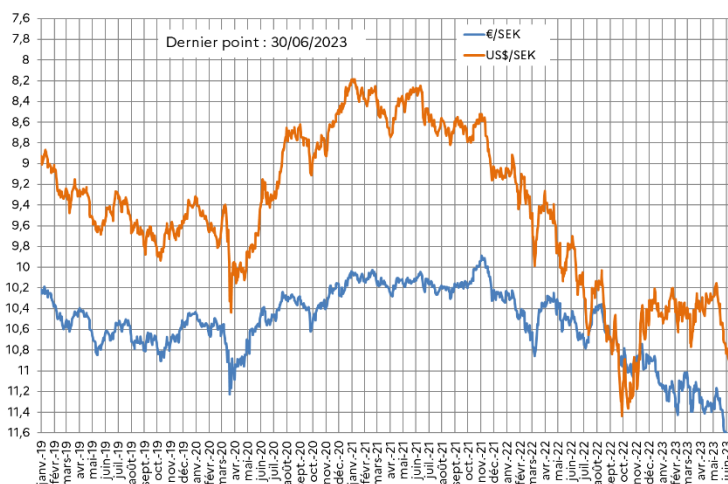
*Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel):*

	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	2021 (en moyenne annuelle)	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022	2022 (en moyenne annuelle)	T1 2023
Suède	1,5	1,8	2,0	3,3	2,2	4,7	7,4	9,7	11,6	8,4	11,4
Danemark	0,7	1,6	1,9	3,2	1,9	4,8	7,4	9,2	9,2	7,7	7,3
Finlande	1,0	2,1	2,2	3,4	2,2	4,9	6,8	7,8	8,9	7,1	8,4
Norvège	3,0	2,8	3,5	4,6	3,5	3,8	5,8	6,7	6,6	5,8	6,6
Islande	4,2	4,4	4,3	4,8	4,4	6,2	7,9	9,7	9,4	8,3	10,0

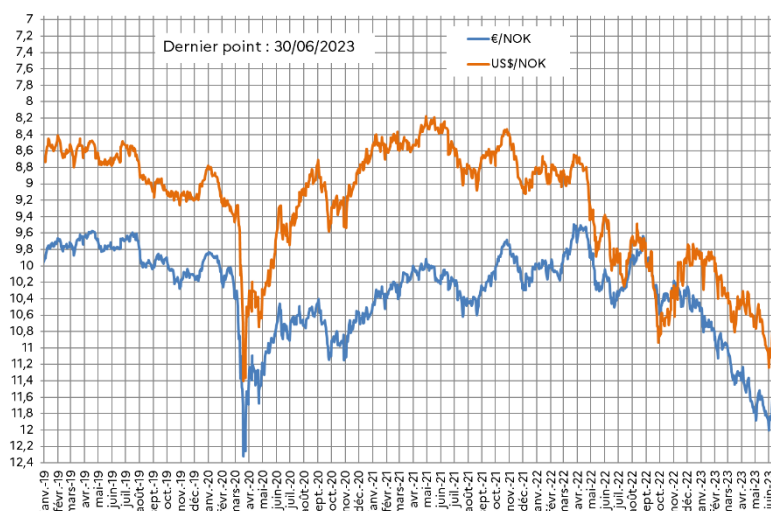
Sources : Eurostats, statistics Sweden, ssb.no, statistics Iceland, OCDE, FMI

## Evolution des taux de change

### Couronne suédoise



### Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



**Responsable de la publication :** Service Economique régional de Stockholm (C. Gianella).

**Rédacteurs :** Avec les contributions des Services Economiques de Copenhague (C. Camdessus, L. Yacine, M. Valeur, T. Robert), Helsinki (P. Pouliquen, O. Alapekkala), Oslo (O. Cuny, M. Roger), Stockholm (J. d'Armaillé, F. Lemaître, J. Grosjean, P. Reyl, G. Bazin) et de l'ambassade de France en Islande (A. Montoya, C. Mazet).

**Pour s'abonner :** [gabrielle.bazin@dgtrésor.gouv.fr](mailto:gabrielle.bazin@dgtrésor.gouv.fr)